

**BOLIVIE : MOBILISATION
DES TRAVAILLEURS ET
DES TRAVAILLEUSES**

**PRÉSIDENTIELLE 2027 : SELMA LABIB,
UNE CANDIATURE OUVRIÈRE ET RÉVOLUTIONNAIRE
SOUTENUE PAR GAËL QUIRANTE**

RÉVOLUTIONNAIRES

60 25 JUIN 2026 • 2 € • LE JOURNAL DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES,
COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



ÉDITORIAL

**Vigilance rouge
sur nos conditions
de travail et de
vie : il est temps
de prendre nos
affaires en main !**

À peine au seuil de l'été, la France subit déjà sa deuxième vague de chaleur. Avec le changement climatique, ce type de phénomène va devenir de plus en plus fréquent. Mais du côté du gouvernement et des patrons, c'est une fois de plus l'impréparation totale et le déni, et donc le système D pour nous. Ce sont les classes populaires, les travailleurs et les travailleuses les plus exposés : hors de question de subir le changement climatique provoqué par les capitalistes et de mettre nos vies en danger pour leurs profits !

DOUBLE PEINE CLIMATIQUE ET SOCIALE

D'après le dernier rapport de l'ONG Oxfam, c'est pour la santé des populations les plus pauvres que l'impact du changement climatique est le plus fort. Rien d'étonnant : c'est vrai à l'échelle internationale, puisque les pays les plus pauvres sont les plus touchés, mais aussi à l'échelle nationale, selon la classe sociale à laquelle on appartient. Non seulement en fonction des conditions de travail, mais aussi de logement.

Les quartiers populaires sont surexposés aux canicules, les passoires thermiques de l'hiver se transformant en bouilloires thermiques l'été. Le béton et l'asphalte forment

SUITE PAGE 2 >>

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES



SITE WEB : npa-revolutionnaires.org

INSTAGRAM | X (TWITTER) : @npa_revo

YOUTUBE : @npa.revolutionnaires

De la Réunion à la Creuse : sur les pas de l'impérialisme français

Le Sénat a approuvé un texte pour la réparation des « déplacés réunionnais ». De 1963 à 1982, l'État organisa la déportation de 2 000 enfants réunionnais. 10 % des victimes sont recensées.

La DDASS avait l'appui des autorités réunionnaises, de l'ancien Premier ministre Michel Debré et du Bumidom, un organisme d'État qui recruta aussi 70 000 travailleurs réunionnais pour Peugeot, Michelin ou la SNCF. Derrière l'objectif affiché d'un « repeuplement » des villages français par des enfants exilés, l'État faisait pression sur toutes les classes populaires réunionnaises et trouvait une nouvelle main-d'œuvre rurale. Une pierre, deux coups.

À la Réunion, les services sociaux firent signer des formulaires d'abandon aux familles pauvres. Celles-ci crurent les agents promettant que leur enfant reviendrait pour les vacances, avec un diplôme et un bon métier. D'autres signèrent sans savoir lire, pour annuler une dette ou obtenir

un logement salubre. Direction la France et les foyers à 9 200 kilomètres. Les autorités organisèrent la défaillance de l'ASE et jetèrent les jeunes en pâture, à bosser dans les fermes où souvent la violence régnait.

Déjà, des voix protestaient : le directeur du foyer, le Parti communiste réunionnais, et très vite, les enfants eux-mêmes. Au silence de la justice s'ajouta l'insulte : l'État fut blanchi de toute responsabilité en 2002. Il fallut 25 ans de combat pour voir reconnaître sa responsabilité morale (2014), avant « réparation » (2026). Mais ni indemnités, ni « commission pour la mémoire », ni hommage national ne « répareront » la férocité de l'impérialisme français. Dans toutes ses colonies et encore aujourd'hui en Kanaky, en Martinique, à Mayotte, il a brisé des familles et les survivants se battent.

ALEXIS MICSHEN

Huit élus étudiants de l'Unef Nanterre convoqués au commissariat pour des actions de soutien aux sans-facs ! Stop à la répression !

Après le fiasco de la plainte pour diffamation de la présidence de l'université contre Coppélia, présidente de l'Unef Nanterre, dont le procès a été annulé pour prescription des faits le 2 juin, c'est maintenant pour des actions en soutien aux sans-facs que huit élus étudiants sont convoqués les 29 et 30 juin au commissariat de Nanterre. Cet acharnement dure depuis plusieurs années pour essayer de faire taire un groupe militant qui n'accepte aucun recul sur les droits étudiants et se donne les moyens d'organiser les luttes.

La présidente se revendique de gauche et vient de publier une biographie sur Rosa Parks qu'elle conclut par « la lutte continue ». Certains n'ont pas peur de la honte. Une chose est sûre, c'est la rage de se battre qui ressort de cette affaire, et que Mme Rolland-Diamond soit rassurée, la lutte est loin d'être terminée.

Deux rassemblements sont appelés les 29 et 30 juin à 8 heures devant le commissariat de Nanterre pour soutenir nos camarades, également membres du NPA jeunes révolutionnaires.

ALMA CINORRODO

CONVOCATIONS AU COMMISSARIAT D'ÉLUS ET REPRÉSENTANTS DE L'UNEF POUR DES ACTIONS DE SOUTIEN AUX SANS-FACS !

**LUNDI 29 À 8H
MARDI 30 À 8H
RASSEMBLEMENT
DEVANT LE COMMISSARIAT
DE NANTERRE
54 RUE DU 19 MARS 1962**



« It's the American dream, baby »...

Mercredi 17 juin à Senatobia, la police américaine s'offre un record dans l'horreur : assassiner Kohen Wiley, bébé d'un an, dans les bras de sa mère. Le crime de celle-ci ? Être suspectée par les gérants d'un magasin Walmart d'avoir volé... un paquet de couches. Avec l'inflation, ça coûte un bras. Avec des flics racistes, ça peut coûter une vie.

Le bureau d'enquête du Mississippi relaye déjà la version du meurtrier. La mère lui aurait foncé dessus, volant dans la main droite, bébé dans la gauche, couteau entre les dents et flingue dans la poche. Ce serait risible si les mêmes histoires ne servaient pas à couvrir les trois meurtres par jour que

commettent en moyenne les « gardiens de la paix ». Quant à la brutalité des politiques anti-immigrés et des attaques patronales contre les travailleurs, elle ne peut que donner carte blanche aux « forces de l'ordre » chargées de faire régner la loi du plus fort pour le compte de grands groupes capitalistes comme Walmart. Pourtant, du mouvement Black Lives Matter à la révolte de Minneapolis, les jeunes et les travailleurs américains ont prouvé au monde entier qu'on pouvait dire à l'État, à ses flics, et même aux capitalistes : « Les plus forts, c'est nous. »

A. M.

LA MENACE D'AUGMENTATION DES FRAIS D'INSCRIPTION POUR TOUS CONTINUE DE PLANER !



Après le décret sur la hausse des frais d'inscription pour les étudiants étrangers, le gouvernement et ses conseillers continuent d'avancer sur leurs menaces.

Les assises de l'enseignement supérieur ont abouti à de sacrés conseils pour renflouer les caisses de l'université ! Jérôme Fournel et Gilles Roussel, qui pilotent ce rapport, respectivement ancien directeur de cabinet de Michel Barnier et ancien président d'universités parisiennes, ont présenté la semaine dernière leurs propositions au Cneser (Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche).

Il est question de mise en valeur de l'immobilier des universités, de travailler de manière encore plus resserrée avec les entreprises... Bref, il est question de tout, sauf, pour l'État, de financer lui-même les universités !

Et le meilleur pour la fin : augmenter la part des frais d'inscription dans les ressources universitaires : en passant de 2,5 à 10 %, l'équivalent de 800 à 1 500 euros pour une année de licence ou de master !

Alors, même si le gouvernement tempore en parlant d'un débat pour les présidentielles, on comprend bien qu'après les 3 000 et 4 000 euros pour les étudiants étrangers, l'augmentation des frais d'inscription dans les écoles d'ingénieurs de 30 % pour aller jusqu'à 3 400 voire 4 800 euros par an, c'est l'augmentation pour tous qu'ils préparent. Pour les dissuader, il faudra préparer une rentrée explosive !

LOÏE FLORES

EN INDONÉSIE AUSSI, LA GEN Z SE REBELLE

Mi-juin, des milliers d'étudiants se sont opposés aux forces répressives du gouvernement indonésien pour protester contre l'augmentation du coût de la vie, la corruption et l'autoritarisme croissant - notamment dans les universités - des classes dirigeantes. De quoi rappeler des épisodes similaires récents : au Maroc, à Madagascar ou au Népal. Partout sur la planète, une partie de la jeunesse refuse la société existante et cherche les moyens de la changer par la lutte. En France aussi, on aurait bien raison de s'y mettre.

SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES ET PRENEZ CONTACT !

SITE WEB : npa-jeunes-revolutionnaires.org | FACEBOOK : NPAJeunes Révolutionnaires | X (TWITTER) | INSTAGRAM | TIKTOK : @npajeunes_revo

**NPA
JEUNES
RÉVOLUTIONNAIRES**